

Le débat démâté

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1445

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026201>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le débat démâté

SAVOIR CHOISIR LE terrain de l'affrontement, principe stratégique de base. L'initiative «Oui à l'Europe» l'ignore. Ses parrains rêvent d'une héroïque charge de cavalerie. Le relief du terrain suisse exige pourtant, afin d'obtenir la majorité du peuple et des cantons, que l'on ait avec soi les forces politiques déterminantes, soit le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ainsi que l'appui d'une partie au moins des leaders de l'économie. Et même dans ces circonstances, le succès n'est pas garanti. Alors, pourquoi engager la bataille quand on a, contre soi, et le Conseil fédéral et le Parlement et l'hostilité plus ou moins ouverte de l'économie? Certes le contre-projet du Conseil fédéral qui aurait permis d'associer les deux Chambres à l'objectif stratégique du gouvernement, celui de l'adhésion, n'a échoué que devant l'obstination de conseillers aux Etats influents. Et s'il avait été accepté, l'initiative vraisemblablement aurait été retirée. Alors dira-t-on, à qui la faute? Mais l'enjeu n'est pas le contre-projet sur lequel le peuple, de toute façon, n'aurait pas eu à voter. C'est l'initiative, qui exige l'ouverture, sans délai, des négociations avec l'Union européenne qui sera soumise au peuple. Or sur cette initiative, et le Conseil fédéral et le Parlement se sont prononcés sans équivoque: ils n'en veulent pas. Comment dès lors se battre sur un terrain aussi défavorable?

Le débat portera-t-il sur le fond?

Les initiants justifient le maintien de l'initiative en annonçant un vrai débat. Là est l'erreur. Car une majorité des opposants refusera de s'engager sur le fond. Ils diront simplement qu'il faut respecter la Constitution qui donne au seul Conseil fédéral, sous le contrôle du Parlement, la compétence de mener la politique extérieure; ils rappelleront que ce raisonnement a largement triomphé lorsque la Lega voulait, en sens contraire, soumettre l'ouverture de négociations à l'approbation du peuple. L'argument légaliste, sincère ou emprunté, permettra donc d'esquiver le débat. Dès lors, on va vers un scrutin biaisé. Durant la campagne les initiants insisteront pour qu'enfin les proeuropéens saisissent l'occasion d'afficher leurs convictions, mais,

après le scrutin, on expliquera que tous les «non» n'étaient pas un «non» à l'Europe. Le vote sera donc brouillé et ne pourra pas être interprété comme un signe clair à l'adresse du Conseil fédéral, par-dessus la tête du Parlement.

Il n'aurait pas été déhonorant de retirer l'initiative

Etant admis que les initiants ne semblent pas rechercher les donneurs de conseils, on peut simplement constater que l'initiative a déjà obtenu ce qu'elle pouvait obtenir; un engagement plus marqué (quoique diffus) du Conseil fédéral, du Conseil national et d'une minorité du Conseil des Etats. Il ne serait pas déhonorant d'en prendre acte, de retirer l'initiative pour mieux ouvrir d'autres fronts au moment choisi. Mais la brigade préfère charger, légère. *ag*

ZURICH

Les infirmières et le marché

CINQ MILLE FONCTIONNAIRES de la ville et du canton de Zurich ont réclamé récemment des améliorations salariales: «*Jetz rauf mit den Löhnen*», ont-ils martelé. D'une part, le rétablissement des finances ne justifie aucune austerité. Le canton s'autofinance à plus 100%.

D'autre part, l'attractivité du secteur privé se fait sentir dans tous les secteurs sensibles. Ainsi le personnel hospitalier a vu, au 1^{er} juillet 2000, une amélioration de neuf à douze pour cent de ses conditions salariales; elle se décompose de la manière suivante: suppression de la retenue linéaire de 3%, progression dans la classification de 1,4%, mais surtout augmentation globale de 5%. Au total, une infirmière, au 1^{er} juillet de cette année, gagne 470 à 630 francs de plus par mois. Le conseiller d'Etat Christian Huber explique que les salaires n'étaient plus conformes au marché. Voilà qui montre que le marché peut avoir du bon. Mais on ne sait pas comment le conseiller d'Etat gèrera les fonctions qui ne sont pas directement soumises aux lois du marché et pourtant socialement indispensables. *ag*

Tour de suisse

L EST DE nouveau question d'un retour de l'hôtelier de Brigue parmi les penseurs officiels du PSS. Ses billets dans *Coop-Zeitung* et *Metropol* font pourtant souvent penser à la fable de La Fontaine qui commence par «Dans un chemin montant, sablonneux, malaisé...» Espérons qu'il ne sera pas nécessaire d'aller jusqu'à la conclusion.

L E SECRÉTAIRE ROMAND du comité «Non à une Suisse sans sécurité» ne publie pas la liste des coprésidents et n'a qu'une case postale. Mais tous sont cités en Suisse alémanique, y compris les Romands Jacques-Simon Eggly, Lib-GE, Christiane Langenberger, Rad-VD et Jean-Claude Vaudroz, PDC-GE. Autre différence, le site internet n'est pas signalé en français.

L E DSR, CRÉÉ après la Première Guerre mondiale par des membres des Unions chrétiennes des jeunes gens, est devenu une des grands entreprises suisses de la restauration collective. Il gèrera les cantines de la ville de Zurich à partir du 1^{er} novembre. (*Info-TA*).

CONSTRUITE EN 1938, fierté du mouvement ouvrier de Winterthur, la Maison du Peuple va probablement devoir déposer son bilan. La situation était déjà désespérée il y a dix ans, mais une solution provisoire avait été trouvée. Elle n'a que retardé l'heure de vérité.

L E POCH A disparu de la scène politique il y a quelques années. Il a toujours un secrétariat à Olten où se publient deux périodiques non conformistes: *Stopp dem Beton* et *Intifada*. A relever que le secrétaire Georges Degen habite Bâle. Il est candidat au Grand Conseil sur la liste historique mais non reconnue du Parti suisse du travail.

A PRÈS ZURICH, CE sont d'autres régions alémaniques qui sont touchées par la lutte des quotidiens gratuits. D'un jour à l'autre *Metropol* s'est attaqué à d'autres marchés alors qu'on attendait *20 Minuten*. Une partie du tirage est assurée par Ringier. Assez surprenant quand on sait que *Blick* est concurrencé par ces gratuits d'information. *cfp*